

faire l'Empereur Napoléon, les pourparlers, vrais ou supposés, qu'on a prêtés aux deux souverains, ont servi d'événement principal pour le moment. Parmi les journalistes, les uns ont parlé de l'existence d'un congrès, les autres d'alliances politiques; ceux-ci de dynasties nouvelles pour Naples et pour ailleurs, selon la nouvelle carte européenne que la guerre ou le *droit nouveau* amèneront forcément, si la pente des choses, en Europe, incline toujours dans le mauvais sens du jour. Du reste, en France aujourd'hui, le voyage de l'Empereur à Nice, lui a valu, paraît-il, de chauds témoignages de sympathie et de respect. Puisse-t-il employer ces témoignages, mérités justement sous tant de rapports, à bien connaître les vrais vœux de la France et sa gloire impérissable relativement à son titre de *Fille aînée de l'Église* et de protectrice spéciale du Saint Siège.

En Angleterre, les vieux Lords, quasi séculaires, Palmerston et Russell, sont, dit-on, en guerre ouverte. Tant mieux, diront plusieurs; le monde n'en ira pas plus mal s'ils cessent d'être d'accord dans leur politique étrangère. Quant à l'intérieur, l'Angleterre a bien aussi, depuis longtemps, ses misères de plus d'un genre. Sa population pauvre augmente de jour en jour; ses ouvriers, encore trop peu occupés, menacent la paix publique; ses colonies semblent lui être à charge; quelques-uns de ses alliés, difficiles et remuants, lui imposent, avec des inquiétudes continuelles, certains sacrifices parfois assez humiliants; et, chose étonnante! le fameux faux principe de la *non-intervention*, qu'elle a créé bien plus pour rester seule à intervenir partout, que pour empêcher les autres peuples à se mêler trop des affaires d'autrui, elle semble aujourd'hui plus que jamais comme forcée d'y tenir à tout prix, tant son intervention est devenue suspecte et peu heureuse, même pour ses propres intérêts. Ainsi elle redoute, entre toute autre puissance, l'Union fédérale américaine, qui nous avoisine, et qui ne demande peut-être qu'à nous inquiéter quand elle aura, elle-même, secoué le pesant fardeau d'inquiétude et de malheurs qui l'accable. C'est pourquoi, l'Angleterre nous fait avertir par ses journaux les plus influents, et par d'autres voies plus ou moins officieuses ou officielles, d'avoir à nous armer nous-mêmes, tout en promettant d'y mettre la main, elle aussi: ce qui à tous égards n'est que juste et raisonnable.

Dans ses affaires religieuses et morales, qui devraient être chez tout peuple civilisé, le pivot et la garantie la plus sûre du maintien régulier de l'ordre social et politique, comme des intérêts moraux et matériels, on continue d'y signaler, par la presse, d'étranges statistiques dans les mœurs, et une décadence non moins étrange dans les doctrines. *L'Établissement religieux*, appelé l'Anglicanisme, depuis longtemps connu comme en voie rapide de désarroi, semble aujourd'hui devenir le point de mire de tous les errants du monde, auxquels, en toute vérité et logique, le *libre-examen* du protestantisme donne le meilleur droit possible à cette fin. Mais ce qui est caractéristique aujourd'hui contre l'Église légale d'Angleterre, c'est

que ses appuis naturels, les évêques, les ministres, le Parlement, les magistrats, les savants, lui décochent comme à l'envie, en vertu du principe fondamental protestant, des traits aussi nombreux que meurtriers. A tel point que c'est devenu tout un émoi général parmi ceux qui tiennent encore à *l'Établissement* par les raisons purement humaines que tout le monde sait. Pour comble d'embarras, voilà qu'on vient de tenir à Bristol, un congrès protestant, à l'imitation des congrès catholiques de Malines et de Munich, dans lequel le *virus* du libre examen a pris plus que jamais ses courées franches. Non seulement on y a nié les prétentions de l'examen privé à fonder une Église quelconque, et notamment la haute et basse Église légale du royaume-uni; mais on a prouvé, par l'examen privé lui-même, qu'on n'avait pas le droit, en vertu de ce principe si large et si dissolvant, d'imposer à personne l'inspiration divine des Livres-Saints. Alors, plus de Bible, plus de légalité, plus d'argent, dites-nous ce que va devenir le protestantisme à l'état d'Église. Père de toutes les erreurs religieuses, morales, sociales, politiques et philosophiques qui se sont accumulées depuis trois siècles dans une trop grande partie de la société chrétienne, et qui l'ont faite ce qu'elle est aujourd'hui, une Babel de doctrines et de sectes en tout genre, le protestantisme finit comme il a commencé par le rationalisme porté à sa plus haute puissance. Ce n'est plus qu'une secte philosophique, parvenue au dernier degré de l'indépendance humaine; capable de tout pour le mal, nulle pour le bien moral, chrétien.

L'Irlande, prévoyant ce nouveau déluge d'erreurs qui va se répandre sur toute la face d'un royaume auquel elle est attachée comme le boulet au pied de l'esclave, se prépare à fonder une Université catholique pour sauver sa jeunesse lettrée, et perpétuer dans l'île antique des Saints, la semence des vrais principes par la lumière de la vraie foi.

On paraît espérer que l'Empereur de Russie songe sérieusement, non à l'indépendance de la Pologne, mais du moins à quelques adoucissements assez importants au régime suivi jusqu'ici. On ajoute même que la dernière Encyclique du Saint-Père, que des agents subalternes de la politique russe ont indignement falsifié, avant de la remettre aux évêques polonais, ne l'a point blessé au tant qu'on l'avait dit. Il s'agirait même de renouer, auprès du Saint Siège, les relations diplomatiques brisées pour le moment par l'Encyclique. De son côté, le Saint-Père accrédirait un Nounce auprès de Sa Majesté moscovite.

Un nouveau journal a été autorisé en France, sous le titre de *L'Avenir*. Il a pour auteur une sorte de second Renan, et, partant, il ne promet rien de bon. D'autres hommes, d'une bien autre trempe, parmi lesquels était le célèbre catholique, Louis Veuillot, ont toujours été refusés jusqu'ici dans la même carrière. Est-ce là de la politique, ou du machiavelisme? Pauvre France!

Dans la prochaine *Quinzaine*, nous aurons à nous occuper uniquement de nos affaires locales. Le projet